



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

maladies rares

Question écrite n° 70289

## Texte de la question

Par la question n° 35007 du 2 mars 2004, M. Thierry Mariani \* a appelé l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur la prise en charge de toutes les personnes souffrant d'agénésie dentaire, maladie génétique orpheline. Dans une réponse du 6 juillet 2004, le ministre lui a indiqué qu'il peut exister un problème pour les enfants quand on leur pose une prothèse dentaire, alors que leur croissance osseuse n'est pas terminée. Il a donc demandé une étude complémentaire approfondie à l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé sur ce risque. Il le prie donc de bien vouloir lui indiquer l'avancement et les conclusions de cette étude ainsi que les mesures qu'il entend prendre pour assurer les soins des enfants.

## Texte de la réponse

L'attention du ministre de la santé et des solidarités est appelée sur la reconnaissance et la prise en charge par l'assurance maladie, de l'agénésie dentaire. Un groupe de travail, chargé d'examiner la prise en charge des implants dentaires en cas d'agénésie dentaire multiple s'est réuni une première fois le 16 janvier 2006 afin d'examiner la liste des actes nécessaires à la réalisation d'un traitement implanto-prothétique chez l'enfant et chez l'adulte. Une nouvelle réunion s'est tenue le 13 mars 2006 afin d'examiner le cas particulier des enfants, pour pouvoir procéder rapidement à une saisine de la Haute Autorité de santé (HAS) et de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM) en vue de l'inscription des actes au remboursement dans les meilleurs délais. La Haute Autorité de santé a été saisie le 23 avril 2006. Néanmoins, compte tenu de l'ampleur de la tâche qui lui revient, notamment la définition précise de 17 actes médicaux, elle ne devrait rendre son avis qu'en fin d'année, ayant renouvelé son délai de six mois ainsi que l'y autorise la loi. Ce n'est qu'à l'issue de l'avis qu'elle aura rendu que l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM) pourrait procéder à l'inscription au remboursement de ces traitements. Néanmoins, les assurés ne disposant pas de ressources suffisantes pour faire face aux frais exposés peuvent solliciter auprès de leur caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) une aide financière sur les crédits de l'action sanitaire et sociale en attendant la décision de l'UNCAM.

## Données clés

**Auteur :** [M. Thierry Mariani](#)

**Circonscription :** Vaucluse (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 70289

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** santé et solidarités

**Ministère attributaire :** santé et solidarités

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 19 juillet 2005, page 7018

**Réponse publiée le** : 28 novembre 2006, page 12538